

83 % des toxicomanes sont des jeunes

● L'Algérie ne compte pas parmi les pays producteurs de drogues, confirment le secrétaire exécutif du groupe Pompidou et le directeur général de l'ONLCDT.

La conférence nationale, de deux jours, sur «le rôle de la société civile dans la prévention contre la drogue», assurée par l'Office national de lutte contre la drogue et la toxicomanie (ONLCDT), se tient depuis hier à l'hôtel El-Aurassi et ce, dans le cadre de la célébration la Journée mondiale de lutte contre la drogue et la toxicomanie. Ont pris part à cette rencontre des experts étrangers et nationaux et des représentants de la société civile. A l'instar des autres pays, l'Algérie a pris conscience du mal qui ronge une partie de la jeunesse et célèbre cette journée qui coïncide avec le 26 juin. C'est l'occasion pour booster des programmes et des mesures de lutte contre ce danger. Dans son allocution d'ouverture, M. Abdelmalek Sayah, directeur

général de l'ONLCDT, a insisté sur le rôle de la famille et la société civile dans la prévention et la lutte contre la drogue, car selon lui, la prise en charge de ce phénomène nécessite la mobilisation de tout le monde, partant des institutions de l'Etat jusqu'au simple citoyen. «La toxicomanie est un sujet complexe nécessitant une approche multidisciplinaire, intégrant les différents secteurs pour la combattre», a expliqué le directeur général de l'ONLCDT, ajoutant que «environ 83% des toxicomanes sont des jeunes, dont 51 % d'entre eux ne dépasse pas les 15 ans». M. Sayah a affirmé que l'Algérie n'est pas un pays producteur des substances psychotropes, malgré l'existence de zones de cultures de drogue notamment l'opium, sur le sol algérien, mais il est considéré

comme étant pays de transition et de consommation. En matière de transition, M. Sayah a estimé que plus de 73,87% de cannabis de production marocaine transite à travers les frontières du sud du Maroc, El Bayadh, El Naâma, Ouargla et El-Oued, à destination de l'Europe via la Tunisie et la Libye. Du point de vue consommation, M. Sayah a tiré la sonnette d'alarme, car cette dernière qui, selon lui, a connu une hausse comparé aux années précédentes atteignant les 100% en 2002 et 2004. Pour sa part, M. Christopher Lockett, secrétaire exécutif du Groupe Pompidou - Conseil de l'Europe - a nié en bloc le fait que l'Algérie soit un pays producteur, précisant que la coopération avec l'Algérie est un atout pour évaluer le taux de la toxicomanie au niveau du

Maghreb arabe pour le cerner dans un premier temps et l'endiguer par la suite par le biais des politiques et stratégies de lutte. Quand on parle de la toxicomanie, on pense à des drogues telles que haschisch, héroïne, cocaïne. Une notion bien restrictive du phénomène que l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) définit comme suit «l'absorption volontaire, abusive, périodique ou chronique nuisible à l'individu». Evoquant le volet prise en charge de la toxicomanie, les spécialistes, étaient unanimes à souligner la nécessité d'éduquer préventivement notamment par le biais de l'information et la sensibilisation impliquant les différents secteurs de l'Etat et la société civile.

Kamélia H.